



CIOM : 90 % des mesures en faveur des outre-mer réalisés ou en voie de l'être

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration ainsi que la ministre chargée de l'outre-mer, ont présenté en Conseil des ministres du 26 octobre 2011 un bilan de l'action du Comité interministériel de l'outre-mer (CIOM), près de deux ans après sa création. Sur les 137 mesures listées par le Comité de novembre 2009, 90 % sont réalisées ou en cours de l'être. Le ministre de l'intérieur a mis l'accent sur les efforts intervenus en matière de sécurité. La ministre chargée de l'outre-mer a fait le point sur les évolutions institutionnelles de la législature (départementalisation de Mayotte, fusion de la région et du département en Martinique et en Guyane) et mis l'accent sur le logement social avec 6 500 mises en chantier en 2010, soit 2 000 de plus que la moyenne des années précédentes. Le document est disponible sur : <http://www.outre-mer.gouv.fr>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Le 3 novembre 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a abaissé de 25 points de base ses principaux taux directeurs avec effet au 9 novembre 2011 : le taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème est fixé à 1,25 %, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal à 2 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt à 0,50 %.

Lutte contre le blanchiment de capitaux

Au cours de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris les 27 et 28 octobre 2011, le GAFI a pris de nouvelles mesures pour protéger le système financier international. Il a également publié deux documents relatifs aux juridictions susceptibles de présenter un risque pour le système financier international en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme : « Déclaration publique du GAFI » et « Améliorer la conformité aux normes LB/FT ». Ces documents sont disponibles en anglais sur : <http://www.fatf-gafi.org>

Directive européenne sur les marchés d'instruments financiers

Le 20 octobre 2011, la Commission européenne a présenté des propositions de révision de la directive sur les marchés d'instruments financiers. Cette révision vise à conforter les décisions du sommet du G20 (Pittsburg 2009) sur la nécessité d'améliorer la transparence des marchés moins réglementés y compris les marchés de dérivés de matières premières et de lutter contre la volatilité excessive. Les propositions permettront de rendre les marchés plus solides et plus efficaces, plus résilients et renforceront la protection des investisseurs. Elles prévoient notamment la création d'un label spécifique pour les marchés destinés au financement des PME. Ce cadre renforce les pouvoirs de surveillance des autorités de régulation et établit des règles de fonctionnement claires pour toutes les activités de négociation notamment les marchés de dérivés sur matières premières. La proposition a été transmise au Parlement européen et au Conseil pour négociation et adoption.

Financement des collectivités locales

Dans le cadre du démantèlement de Dexia, la Caisse des Dépôts et la Banque Postale sont parvenues à un accord pour la reprise de l'activité de financement des collectivités locales françaises de Dexia. Le véhicule de refinancement de Dexia (Dexia Municipal Agency) sera dans un premier temps détenu à hauteur de 65 % par la Caisse des Dépôts, 5 % par la Banque Postale et Dexia conservera 30 %. La part de cette dernière se réduira au fil du temps au profit de la Banque Postale ; la Caisse des Dépôts conservera la majorité du capital. Dans les prochains mois, le véhicule sera rebaptisé et travaillera exclusivement pour la nouvelle banque des collectivités locales détenue à hauteur 65 % par la Banque Postale et 35 % par la CDC dont l'activité se limitera aux simples prêts aux collectivités locales.

Dossier législatif

1 – Coopération régionale Antilles-Guyane

Le décret du 27 octobre 2011 portant nomination de M. Constant Fred, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane a été publié au Journal Officiel de la République du 28 octobre 2011.

2 – Droits, protection et information des consommateurs

L'Assemblée nationale a adopté le 11 octobre 2011, le projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs. Le texte a été transmis au Sénat.

3 – Maintien de l'euro à Saint-Barthélemy

Le ministre des affaires étrangères et européennes a présenté en Conseil de ministres du 19 octobre 2011, un projet de loi autorisant la ratification de l'accord monétaire entre la France et l'Union européenne sur le maintien de l'euro à Saint-Barthélemy, à la suite de son changement de statut au regard de l'Union européenne. Le texte n° 3857 a été déposé à l'Assemblée nationale le 19 octobre 2011.

4 – Réforme des ports d'outre-mer

Le ministre chargé des transports a présenté en Conseil des ministres du 19 octobre 2011, un projet de loi portant réforme des ports d'outre-mer relevant de l'Etat et diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports. Les ports de Fort-de-France (Martinique), Degrad-des-Cannes (Guyane), Port-Réunion (La Réunion) et Port autonome de la Guadeloupe seront transformés en grands ports maritimes, établissements publics nationaux. Le texte n° 3858 a été déposé à l'Assemblée nationale le même jour.

Publications

Institutions de microfinance : L'union européenne a publié un code de bonne conduite à l'intention des institutions de microfinance. Le document est disponible en anglais sur http://ec.europa.eu/regional_policy/the_funds/instruments/jasmine_cgc_en.cfm

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Inflexion à la baisse du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA), calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, s'inscrit en léger repli au troisième trimestre. Il se situe maintenant à peine au dessus de son niveau moyen de longue période. Cette inflexion à la baisse, après trois trimestres de hausse puis de stabilisation, s'explique principalement par l'évolution défavorable de l'activité et des prix de vente des entreprises ainsi que par l'allongement des délais de paiement de la clientèle.

Dans un contexte économique jugé plus incertain, les chefs d'entreprise revoient encore à la baisse leurs prévisions d'investissement. En revanche, les perspectives de reprise de l'activité au quatrième trimestre et la hausse des intentions de recrutement confortent l'indicateur.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

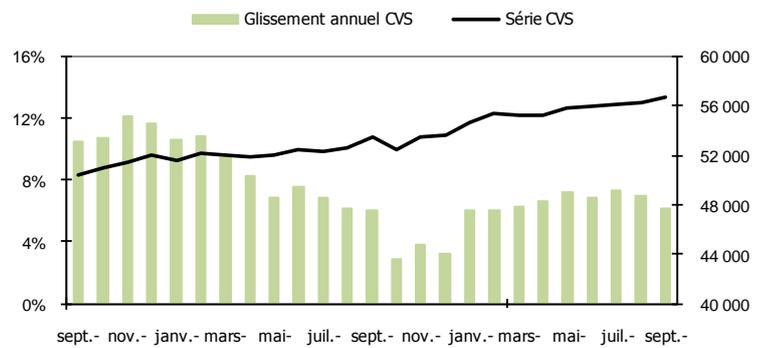
Cette note est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site : <http://www.iedom.fr>

La demande d'emploi augmente de 0,8 % en septembre 2011

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en Guadeloupe et dans les îles du Nord s'élève à 56 710 fin septembre 2011, atteignant un nouveau record sur la période 1998-2011. Ce chiffre est en hausse de 0,8 % (+470) par rapport au mois précédent et de 6,2 % sur un an (+3 290).

Au cours des trois derniers mois, les offres d'emploi collectées progressent de 1,9 % par rapport aux trois mois précédents. Cette hausse concerne uniquement les offres d'emplois temporaires (moins de 6 mois, +60,9 %). Les offres d'emplois durables (6 mois ou plus) sont en baisse de 29,2 % sur les trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : DIECCTE

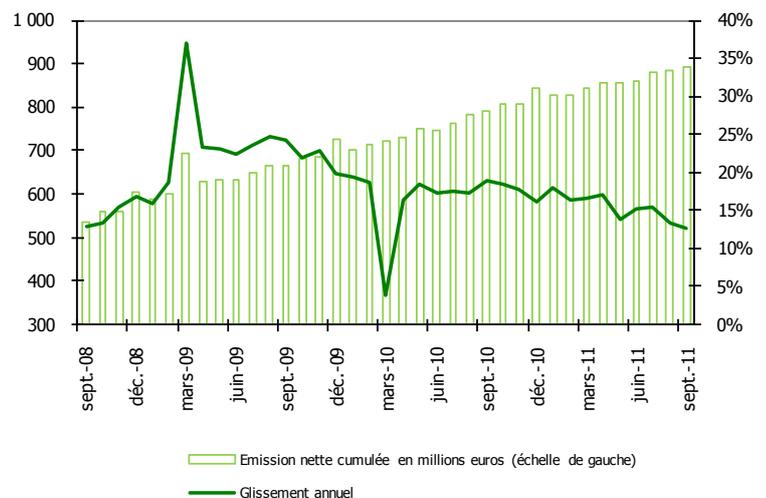
Circulation fiduciaire : ralentissement du rythme de progression à fin septembre 2011

A fin septembre 2011, l'émission nette cumulée de billets et de pièces affiche en Guadeloupe une hausse de 12,8 % sur un an (contre +18,9 % septembre en 2010) pour s'établir à 894 millions €.

Le solde des entrées et des sorties de billets atteint 869,1 millions €, correspondant à un volume de 16,5 millions de billets. Sur un an, l'émission nette progresse de 13,4 % en volume et de 12,9 % en valeur (contre respectivement +20,5 % et +19,2 % en 2010).

La coupure de 50 € demeure la valeur faciale prédominante avec 55,8 % du total des émissions nettes cumulées en volume (+1,8 point en glissement annuel). Les billets de 20 € concentrent 21,4 % du total en volume (-0,7 point par rapport à 2010). Ramenée au nombre d'habitants, la circulation fiduciaire apparente en billets s'établit à 1 929,7 € en septembre 2011 contre 1 722,3 € en 2010, soit une augmentation de 207,4 € sur un an (+12 %). En métropole, ce ratio atteint 1 363,6 € (+8,5 %; soit +107,1 €).

Emission nette cumulée (billets et pièces confondus)



Source : IEDOM

L'émission nette cumulée de pièces métalliques s'élève à 24,6 millions € à fin septembre 2011, en hausse de 6,5 % sur un an (après +9,3 % en 2010) pour un volume de 182,1 millions de pièces (+8,6 % après +9,9 % en 2010). Les pièces de faible valeur (1, 2 et 5 centimes) restent stables par rapport à septembre 2010 (76,2 % du total en volume).

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Premiers résultats du recensement agricole 2010

Les premières données issues du recensement agricole 2010 ont été publiées par la Direction de l'agriculture. En 2010, la Guadeloupe comptait 7 852 exploitations agricoles et 13 057 travailleurs permanents. En dix ans, un tiers des exploitations agricoles a disparu tandis que le nombre d'emploi permanent dans la filière a diminué de 3 500. La surface agricole utilisée (SAU) est passée de 41 622 à 31 768 hectares, soit une perte annuelle de près de 1 000 hectares contre 450 hectares en moyenne lors de la décennie précédente. L'orientation des exploitations reste principalement tournée vers la culture de la canne à sucre qui occupe près de la moitié des surfaces cultivées, soit un peu plus de 14 000 hectares comme au début de la décennie. En revanche, les superficies qui sont consacrées à la culture de la banane (2 453 hectares) et dans une moindre mesure, celles consacrées aux légumes et tubercules (1 895 hectares) ont chuté respectivement de 2 000 et 1 000 hectares. Les effectifs des cheptels bovins, caprins et porcins sont également en baisse sur la période sous revue. Pour la majorité des agriculteurs, la commercialisation des produits passe par la vente directe, ou avec au plus un intermédiaire.

Fin de l'échange de billets en francs

Jusqu'au 17 février 2012, certains billets en francs (500F, 200F, 100F, 50F, 20F) peuvent encore être échangés contre des euros dans les caisses des succursales de la Banque de France et auprès de l'IEDOM (Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer), situé pour l'agence de la Guadeloupe, aux Abymes, Parc d'activité la Providence, Zac de Dothémare Sud. Pour les échanges supérieurs ou égaux à 6 500 F, il faut se munir d'une pièce d'identité en cours de validité ainsi que d'un justificatif de domicile. Pour des sommes supérieures ou égales à 10 000 F, il est nécessaire de prendre rendez-vous au 0590 93 74 30.

Rappel : un site internet pour simplifier les obligations administratives des entreprises

Créé en 2000, le site internet www.net-entreprise.fr a pour objectif d'offrir aux entreprises les services dématérialisés de la Caisse Générale de Sécurité Sociale (CGSS) de manière gratuite, sécurisé et simple. Les entreprises peuvent y effectuer leur déclaration sociale et bénéficier, en outre, d'un échange personnalisé et en temps réel. Ces offres étant particulièrement méconnues, la CGSS a décidé de lancer au mois d'octobre une campagne d'information auprès des employeurs, des centres de gestion agréés et des experts comptables.

Liquidation judiciaire pour trois des sept magasins Super U

Le tribunal de commerce a examiné la situation des sept ex-magasins Match, repris sous l'enseigne Super U ou Unik Market placés depuis le 9 septembre en redressement judiciaire. Trois des sept magasins ont été liquidés : ceux de Pointe-à-Pitre (Unik Market Saint-Jules), de Baillif et de Capesterre-Belle-Eau. Trois autres ont été attribués à des repreneurs : celui de Saint-François à Social Nouy, celui de Grand-Camp au groupe Hayot et celui de Pliane au Gosier au groupe martiniquais Parfait. Le tribunal a mis sa décision en délibéré au 15 décembre pour le magasin de Bouillante.

Création d'un groupement européen de producteurs de rhum et liqueurs traditionnelles

Afin de défendre en commun leur activité, les producteurs de rhum et liqueurs traditionnelles des régions ultrapériphériques ont décidé de constituer l'Uperl (Union des producteurs européens de rhums et liqueurs traditionnelles). Les statuts de ce groupement européen ont été déposés le 5 Octobre 2011 à Bruxelles. Humberto Jardim, représentant de l'île de Madère, a été nommé Président.

Un nouveau bateau pour assurer la liaison de Pointe-à-Pitre à Saint-Louis de Marie-Galante

La compagnie low-cost dénommée Jeans, filiale de l'Express des Iles, a inauguré le mercredi 4 octobre son nouveau bateau, le Liberty. D'une capacité de 437 passagers, le navire viendra renforcer les rotations actuelles du Silver Express entre Pointe-à-Pitre et Marie Galante en offrant des tarifs de 20 à 30 % moins chers que son service régulier.

La Triskell Cup 2011

La onzième édition de la Triskell cup s'est déroulée du 29 au 31 octobre au Gosier. Une cinquantaine de navires ont pris le départ pour cette manifestation particulièrement sportive considérée comme la troisième en importance dans la Caraïbe après la Heineken regatta de Saint-Martin et la Antigua sailing week.

La rénovation urbaine se poursuit à Pointe-à-Pitre

La rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre a franchi une nouvelle étape avec la démolition au mois d'octobre 2011 de la barre AD dans le quartier Henri IV, après celle de la barre AE en décembre 2010. Les échéances à venir concernent la démolition de la barre AC prévue en décembre 2011, et la construction de 22 logements à Bergevin et de 60 logements situés square Guy Tirolien.

ACTUALITE REGIONALE

Le montant total de la taxe séjour en hausse à Saint-Barthélemy

Depuis sa mise en place au 1^{er} janvier 2008, le montant total de la taxe de séjour perçu par la Collectivité n'a cessé de progresser, de +5,6 % en 2009 à +4,7 % en 2010. Pour l'année 2011, le dynamisme de la fréquentation touristique au premier semestre s'est traduit par la hausse du produit de la taxe de séjour qui s'élève 1,4 million d'euros à fin août, soit une augmentation de 14 % par rapport à la même période de 2010.

Interreg IV-Caraïbes : suivi et sélection des projets

Pour la première fois depuis leur création, les comités de suivi et de sélection des projets Interreg IV Caraïbes se sont tenus dans un pays de l'OECS, à Sainte-Lucie, les 27 et 28 octobre. Le comité de sélection Interreg IV-Caraïbes a analysé les dossiers issus du troisième appel à projets lancé en mars dernier sur l'axe « *favoriser la croissance et l'emploi par l'innovation et l'économie de la connaissance ; renforcer l'attractivité par le désenclavement et la connectivité des territoires* ».

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation France Septembre 2011	126,1	0,2 %	1,5 % 2,2 %
Chômage (Source : DDTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Septembre 2011	56 710	0,8 %	6,2 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en M€) Importations - (en M€) Août 2011	11 231	- -	12,9 % 32,0 %
Energie (Source : EDF)	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh Cumul annuel Mai 2011	38 187	-1,4 %	-4,3 % -4,4 %
Créations d'entreprises (Source : INSEE)	Nombre d'entreprises créées Septembre 2011 Cumul annuel	484 4 242	-	30,8 % 1,2 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages (Source : IEDOM)	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Septembre 2011 Nombre de retraits de cartes bancaires Septembre 2011 Cumul annuel 3 928 Nombre de dossiers de surendettement déposés Cumul à fin octobre 319	21 480 375 3 928 319	0,2 % -29,0 % - -	-1,1 % -10,1 % -11,6 % 18,6 %
Entreprises (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € Octobre 2011 cumul annuel 14 110 - Nombre Octobre 2011 cumul annuel 1 276	1 264 14 110 123 1 276	38,1 % - -8,2 % -	-23,7 % 3,6 % -14,6 % 1,6 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers - (entrées + sorties) Septembre 2011 Cumul annuel 1 504 546	109 643 1 504 546	-48,6 % -	1,4 % 6,1 %
Trafic portuaire (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Cumul à fin Septembre 2011 582 000 Nombre de passagers (entrées + sorties)	2 361 984 582 000	- -	9,2 % -2,8 %
Immatriculations (Source : CGDD)	Immatriculations de véhicules neufs Juillet 2011 Cumul annuel 9 683 (VPN+VUN)	1 485 9 683	-0,8 % -	-4,6 % 3,9 %
Construction (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes) Septembre 2011 Cumul annuel 172 456	20 710 172 456	20,9 % -	4,7 % -4,0 %
Banane (Source : DDCCRF)	Exportations de bananes (tonnes) Août 2011 Cumul annuel 37 525	5 516 37 525	2,8 % -	45,5 % 87,2 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
	1,25%	09/11/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	09/11/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,50%	09/11/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

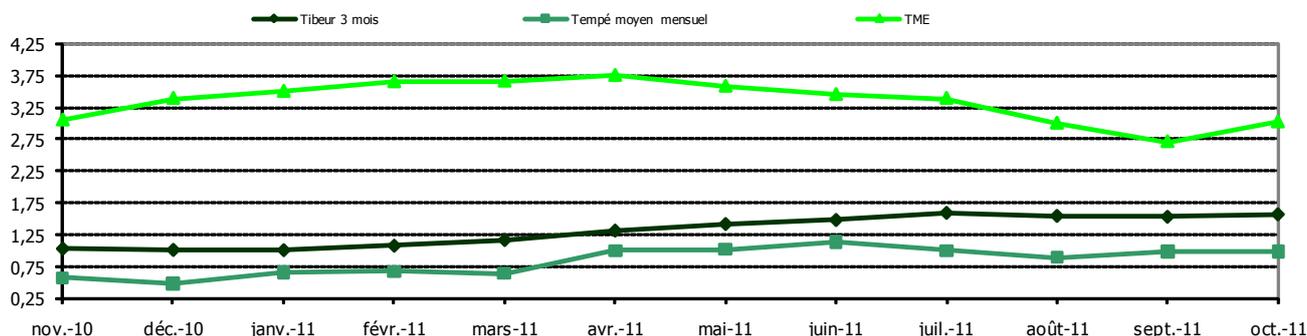
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Septembre 2011)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
1,0033%	0,8972%	0,9963%	0,9835%	1,3640%	1,5750%	1,7760%	2,1100%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	octobre
3,39%	3,00%	2,71%	3,02%	3,59%	3,20%	2,91%	3,22%

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,10%
Prêts à taux fixe	6,23%		
Prêts à taux variable	5,61%		
Prêts relais	6,28%		
Autres prêts		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,03%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,27%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,52%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	12,76%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,16%	Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	11,65%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
		Découverts en compte (1)	13,84%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

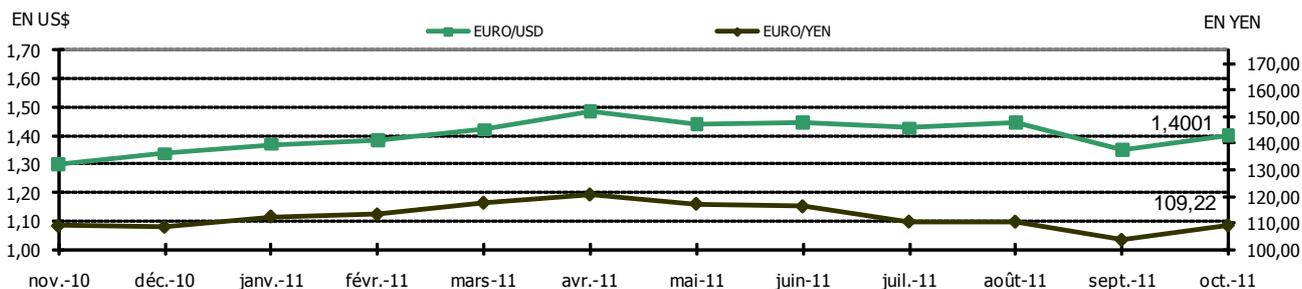
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4001	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,9221	EURO/SRD (Surinam)	4,60120
EURO/JPY (Japon)	109,2200	EURO/BWP (Botswana)	10,06360	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,49590
EURO/CAD (Canada)	1,3930	EURO/SCR (Seychelles)	17,5968	EURO/DOP (Rép. Dom.)	53,4509
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87310	EURO/MUR (Maurice)	40,4040	EURO/BBD (La Barbade)	2,78870
EURO/SGD (Singapour)	1,7490	EURO/BRL (Brésil)	2,3647	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,93000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,8735	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,98810	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2942,0790	EURO/XCD (Dominique)	3,7647	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activités la Providence - ZAC de Dothémare - 97139 - Les Abymes

Achevé d'imprimer le 7 novembre 2011 - Dépôt légal : novembre 2011 - ISSN ISSN 1240-3806